

« Conclave sur les retraites : ayons le courage d'affronter les vrais problèmes de notre pays »

Tribune de Grégory Lecler, Président de Prudentia Patrimoine.



Crédit photo © Prudentia Patrimoine

Le système français de retraites est-il condamné à devenir un gouffre sans fond pour nos finances publiques ? En regardant les chiffres, on est en droit de le penser. Le récent rapport publié par la Cour des comptes est sans appel : malgré une situation temporairement excédentaire en 2023, les perspectives à moyen et long terme sont alarmantes. Dès 2025, le déficit du système devrait atteindre 6,6 milliards d'euros, puis s'aggraver inexorablement pour dépasser 30 milliards d'euros à l'horizon 2045. Pire, le régime général, représentant la majorité des pensions, concentre à lui seul l'essentiel de ce déséquilibre. Et ce malgré une succession de réformes dont les effets positifs, bien que réels jusqu'en 2032, s'épuiseront progressivement à mesure que les générations issues du baby-boom entreront massivement à la retraite.

Déficit chronique

Ce déficit chronique alimente une dette toujours plus élevée, qui s'élèverait en 2045 à plus de 300 milliards cumulés pour le régime général et plus de 100 milliards pour la caisse des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers, et dont la charge pèsera directement sur les générations futures. Aujourd'hui, près de 14% de notre PIB sont consacrés aux retraites, contre seulement 10% en Allemagne. Or, face à ce défi démographique et économique majeur, le dialogue entre syndicats et patronat semble toujours tourner en rond, piégé dans un conclave où les tabous sont plus nombreux que les solutions réalistes. Car, disons-le clairement, tant que ce dialogue ne s'appuiera pas sur le véritable enjeu - augmenter massivement la quantité de travail dans notre pays - , il restera voué à l'échec.

Augmenter la quantité de travail

Car c'est là que se trouve la clé du problème : les Français ne travaillent pas assez. Le rapport récent de Rexecode * montre que, même si l'écart de la durée effective du travail des salariés français avec la moyenne européenne s'est légèrement réduit,

il reste considérable : les Français travaillent 1.673 heures par an, soit trois semaines de moins que les Allemands. Attention toutefois : en France, les personnes en emploi travaillent plus longtemps que dans les pays européens les plus riches. Mais les Français sont proportionnellement moins nombreux à travailler.

L'économie française pourrait compter sur une réserve insoupçonnée de richesses potentielles. Comment ? En augmentant tout simplement le nombre de ceux qui travaillent. La France est à la traîne en matière de taux d'emploi : 10 points en dessous de l'Allemagne, et même 15 points derrière les Pays-Bas ! Un gâchis monumental. Le chiffre est vertigineux : si nous nous alignions sur les meilleurs élèves européens, nous pourrions compter sur 2 millions d'emplois supplémentaires, ce qui représenterait un formidable levier de croissance et de recettes fiscales supplémentaires.

Fuite en avant irresponsable

Alors que nos finances publiques s'effondrent sous le poids des déficits successifs, continuer à ignorer ce levier économique relève de l'inconscience politique. Le choix de l'endettement pour financer les retraites, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, apparaît comme une fuite en avant irresponsable. À terme, la facture annuelle de la dette liée aux retraites pourrait atteindre plusieurs dizaines de milliards d'euros supplémentaires. Qui paiera cette addition, sinon les générations futures, déjà surchargées par la dette accumulée par leurs aînés ?

Il est donc urgent de sortir des illusions qui accompagnent les débats actuels sur les retraites. La solution n'est pas dans les sempiternels ajustements paramétriques, déjà maintes fois tentés, mais dans une approche globale qui repose sur une hausse substantielle du taux d'emploi et de la durée du travail en France. Cette voie est certes exigeante, mais elle est aussi la seule capable de nous éviter un désastre financier prévisible. Au lieu de s'obstiner à négocier dans l'impasse, il serait temps pour les partenaires sociaux de se pencher sur la question cruciale : comment travailler davantage et mieux, pour créer la richesse nécessaire à financer durablement les retraites sans creuser davantage l'endettement national ?

Ne pas s'attaquer à ce défi, c'est garantir que l'avalanche de dettes emporte tout sur son passage, laissant à nos enfants un pays asphyxié par ses propres renoncements. Le temps presse, l'horloge tourne : prenons enfin les décisions qui s'imposent !

** La durée effective du travail en France et en Europe en 2023, et la quantité de travail dans l'économie - Rexecode - décembre 2024*